

DEMANDE DE PROJET D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

Identification du demandeur

Nom, Prénom du propriétaire :

Adresse principale complète :

Numéro de téléphone :

Adresse mail :

Nature du projet :

- Installation neuve
- Réhabilitation

Concepteur du projet (Bureau d'étude, Architecte, Maître d'œuvre ...) :

- Nom :
- Adresse :

Installateur (si connu) :

- Nom :
- Adresse :

Renseignements sur le terrain destiné à l'implantation de l'installation de l'assainissement non collectif

Commune :

Adresse du projet :

Superficie du terrain : Superficie disponible pour l'assainissement non collectif :

Cadastre : Section N°

Cette demande est faite en parallèle :

- D'une procédure de permis de construire, soit n° :
- D'une procédure de certificat d'urbanisme préalable à une construction, soit n° :
- D'une déclaration de travaux, soit n° :
- Autres : à préciser :

Mode d'alimentation en eau potable :

- Adduction publique
- Alimentation privé (préciser : puits / forage ...) :

Existe-t-il un puits dans un rayon de 35 mètres par rapport au dispositif proposé : oui non

- Si oui, quelle est son utilisation :
 - Consommation humaine
 - Autres (préciser) :

Destination des eaux pluviales :

- Fossé
- Plan d'eau
- En infiltration sur la parcelle
- Autres (préciser) :

Renseignements sur l'habitation et son occupation

Nombre d'habitants :

Nombre de pièces principales* :

* Au sens de l'article R111-1-1 du code de la construction et de l'habitation, les « pièces principales » sont définies comme étant celles destinées au séjour ou au sommeil, par opposition aux « pièces de services » (cuisine, salle de bain, buanderie, etc).

Type de Résidence :

- Principale
- Secondaire
- Locative
- Autres (préciser) :

Dispositif d'assainissement non collectif envisagé par l'étude de filière ou le pétitionnaire

Prétraitement :

- Bac dégraisseur, soit le volume de :
- Fosse toutes eaux (eaux vannes et eaux ménagères), soit le volume de :
- Autre :

Traitement

<input type="checkbox"/> Épandage à faible profondeur	Longueur proposée : ml soit tranchées X m
<input type="checkbox"/> Lit d'épandage souterrain à faible profondeur	Surface proposée : m ² soit m X m
<input type="checkbox"/> Tertre d'infiltration	Surface proposée au sommet : m ² soit m X m Hauteur :
<input type="checkbox"/> Filtre à sable vertical non drainé	Surface proposée : m ² soit m X m
<input type="checkbox"/> Filtre à sable vertical drainé et imperméabilisé	Surface proposée : m ² soit m X m
<input type="checkbox"/> Filière agréée	Modèle et numéro d'agrément :

Autres

- Poste de relevage
- Voyant d'alarme

Pièces à joindre impérativement à la présente demande

- Copie de l'Étude de définition de dimensionnement et d'implantation de filière (obligatoire par arrêté préfectoral n°2004-0103 du 12 février 2004)
- Le cas échéant, accord du propriétaire de l'exutoire (cas d'une évacuation dans le milieu superficiel)

ENGAGEMENTS DU PROPRIETAIRE

Je soussigné(e) (prénom - nom) : certifie que les renseignements formulés dans le présent dossier sont exacts.

En outre, je m'engage :

- À informer le SPANC de toute modification de mon projet ;
- À réaliser les travaux qu'après avoir reçu l'accord du SPANC ;
- À informer le SPANC 48h (2 jours ouvrables) avant la fin des travaux d'assainissement comme précisé dans le règlement du SPANC, au 02 98 74 46 45 pour programmer le contrôle de bonne exécution des travaux.
- À ne pas remblayer l'installation avant le passage du SPANC dans le cadre du contrôle de bonne exécution des travaux ;
- À ne pas évacuer les eaux pluviales dans le système d'assainissement ;
- À assurer le bon entretien de mon installation (vidange notamment), conformément aux consignes du fabricant et de l'avis relatif à l'agrément publié au JO le cas échéant (filières agréées) ;
- À m'acquitter de la redevance prévue dans le règlement de service du SPANC au tarif de l'année en cours (95.29€ TTC pour la conception, 116.47€ TTC pour le contrôle de bonne exécution des travaux pour 2023).

Fait à :, le

Signature :

Vos données sont nécessaires au service eau et assainissement de la collectivité pour assurer la gestion de votre demande. Elles sont communiquées au Trésor Public pour la facturation et conservées 10 ans (si la demande fait l'objet d'une facturation). Vous disposez de droits sur vos données que vous pouvez exercer auprès du service concerné ou du délégué à la protection des données de l'établissement. Pour connaître vos droits et les modalités, veuillez consulter le règlement de service.